



Rapport du Congrès

*L'ICEM s'engage audacieusement
dans une nouvelle voie*

1 - 2008

Table des matières

- 4 Lock-out chez Pétro-Canada
*les travailleurs de l'énergie s'opposent
à la rupture de la négociation-type*



- 5 Victoire chez SIG Combibloc en Thaïlande
*des syndicats néo-zélandais obtiennent justice
à une usine de papier*



- 13 Les femmes à l'ICEM
adoption d'un programme en 7 points



- 14 L'ICEM combat la pandémie de VIH/Sida
une action de base nécessaire en Afrique DE



Photo de couverture: Th. Lenoir

Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses

Website: www.icem.org

E-mail: info@icem.org



Avenue Emile de Béco 109
B-1050 Bruxelles
BELGIQUE
Tel. +32 2 626 2020
Fax +32 2 648 4316

Editeur : Manfred Warda, Secrétaire général
Rédacteur : Dick Blin, Responsable de l'information
et des publications
Mise en page : Thierry Lenoir, Assistant publications et communication

Global/Info est la publication officielle de l'ICEM, une Fédération syndicale internationale de 20 millions de travailleurs affiliés à plus de 467 syndicats dans 132 pays. Global/Info est publié en anglais, français, allemand, japonais, russe, espagnol et suédois. La reproduction d'articles est encouragée, à l'exception des photos et graphiques d'auteurs qui ne peuvent être reproduits sans l'autorisation du détenteur du droit d'auteur.

Une ère nouvelle pour l'ICEM dans le mouvement syndical mondial



GLOBAL UNITY
GLOBAL EQUALITY

Le 4e Congrès mondial de l'ICEM, qui s'est tenu du 22 au 24 novembre 2007 à Bangkok, a été marqué par des discussions et des décisions pointues sur l'orientation future de cette Fédération syndicale internationale (FSI). Il a aussi arrêté une feuille de route pour son action future dans des domaines allant de la sécurité dans les mines à la salubrité de l'environnement, au travail décent et aux emplois décents.

Le Congrès a également souligné le travail réalisé par l'ICEM en Thaïlande et a réitéré l'engagement de sa fédération de 20 millions de membres en faveur de l'éducation, de l'éradication du VIH/Sida et de la poursuite de la lutte contre le travail contractuel et intérimaire. Quelque 840 délégués étaient ainsi réunis sous le slogan "Unité mondiale, Égalité mondiale" au Centre national de congrès Reine Sirikat.

Les délégués ont adopté des objectifs spécifiques de renforcement et de coordination de la coopération avec d'autres FSI, la première grande initiative étant le déménagement du Secrétariat de Bruxelles à Genève. Ils ont adopté des motions sur le développement durable, pour freiner les fonds de capital-investissement et pour inciter plus de pays à adopter la Convention 176 de l'OIT sur la sécurité et la santé dans les mines.

Ensuite, les délégués ont réaffirmé la politique de l'ICEM visant à conclure davantage d'Accords-cadres mondiaux avec des entreprises et à réclamer de meilleurs droits en matière de syndicalisation, de langues pour la main-d'œuvre contractuelle et de protection contre le VIH/Sida dans ces accords.

Le Congrès a aussi entendu des exposés sur les luttes menées actuellement dans des pays comme la Birmanie, l'Irak et la Palestine.

Avant le Congrès se sont tenues plusieurs conférences thématiques sur les femmes et les questions de genre, le travail contractuel et intérimaire ainsi qu'une pour les affiliés de la pâte et du papier pendant laquelle a été adopté un programme accéléré pour les organisations syndicales du secteur.

La session du premier jour a été ouverte par Kyoshi Ochiai, du syndicat japonais UI Zensen, également Président de la région Asie-Pacifique de l'ICEM, et les délégués ont aussi pu entendre un exposé de Rawi Pupaga, le dirigeant de l'organisation faïtière des syndicats thaïs.

Pendant la deuxième journée, les délégués ont élu Senzeni Zokwana, le Président du Syndicat national des mineurs, à la Présidence de l'ICEM, et Manfred Warda, ancien responsable du Départe-

ment international du syndicat allemand IGBCE, au poste de Secrétaire général qu'il occupait jusqu'alors par intérim.

Dans son allocution inaugurale, Senzeni Zokwana a juxtaposé le nombre sans cesse croissant d'accidents miniers dans le monde et la hausse des prix et de la demande de minéraux. "Combien de morts, d'angoisse et de douleur vont encore frapper des mineurs innocents, leurs familles et leurs communautés avant que nous puissions dire que trop, c'est trop?" a demandé Senzeni.

Manfred Warda a prononcé un exposé liminaire dans lequel il a déclaré que la collabora-



Les membres du Présidium de l'ICEM rassemblés à la clôture du Congrès.

tion avec d'autres FSI, avec la CSI, le TUAC et le Conseil des Global Unions qui vient de voir le jour doit être la voie de l'avenir. Il a également cité plusieurs exemples d'actions syndicales qui ont permis d'infléchir un programme politique ou de modifier des décisions prises sur les marchés des capitaux.

"Il ne faut jamais céder aux arguments des gouvernants qui se prétendent impuissants devant les forces insurmontables de la mondialisation lorsqu'ils élaborent leurs programmes néolibéraux," a déclaré Manfred Warda. Il a mis en garde les délégués contre une tendance à dédaigner les instances de normalisation internationales telles que l'OIT ou l'OCDE et ses Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales, "sans même chercher d'abord quelles sont nos chances d'utiliser, et même parfois améliorer" ces mécanismes.

On a aussi procédé à la vérification des élections du Présidium et du Comité exécutif, où pour la première fois un Vice-président originaire de la région Moyen-Orient/Afrique du Nord, l'Égyptien Mohamed El Sayed Mosi, du syndicat des entreprises de service public.

Nouvelles des Affiliés

Péto-Canada se désavoue par le lock-out d'une raffinerie à Montréal

Montréal (Canada) - Un lock-out agressif décrété par Péto-Canada contre 267 adhérents du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) va probablement se prolonger jusqu'à l'été. La direction a refusé la proposition du syndicat d'une négociation-type nationale qui, paradoxalement, avait été inaugurée par Péto-Canada elle-même dans une autre raffinerie, en 2007.

Au lieu de cela, la direction de la raffinerie du Québec a préféré recourir à des moyens illégaux pour la maintenir en activité. Une étude du ministère du Travail de la province constate en effet que Péto-Canada utilise 26 remplaçants au moins pour aider les cadres à assurer la production, ce qui constitue une violation du droit du travail au Québec. Cela voudrait dire que l'entreprise compromet la sécurité et le bien-être de la population, étant donné que les cadres et les briseurs de grève travaillent plus de 70 heures par semaine.

Le lock-out a débuté le 17 novembre 2007. La raffinerie est située dans une zone résidentielle appelée Point-aux-Trembles, dans la banlieue est de Montréal.

Parmi les concessions que Péto-Canada réclame de la section locale 175 du SCEP figure la suppression d'un poste d'agent de prévention de sécurité et d'hygiène. Elle veut aussi imposer des changements d'horaires, d'affectations, et un programme de formation accélérée qui compromettrait encore plus la santé et la sécurité. Péto-Canada voudrait se libérer du Programme de négociation nationale pour l'énergie et la chimie du SCEP pour 2007-2008 et revenir à une durée de convention de 6 ans au lieu de 3.

Le schéma de la négociation-type a été arrêté pendant les négociations de mai 2007, lorsque Péto-Canada et le SCEP ont convenu de hausses salariales sur trois ans - 5%, 4,5% et 4,5% - à une raffinerie d'Edmonton, dans l'Alberta. Depuis, cette négociation-type a été acceptée par des sections locales du SCEP et par Péto-Canada dans des sites de la province d'Ontario. Des membres de la section locale 175 organisent des opérations de boycott dans des points de vente de Péto-Canada ainsi que d'autres activités destinées à faire pression sur l'entreprise.



Des membres de la section locale 175 manifestent avec le Président du SCEP, Dave Coles, en janvier

Les techniciens et cadres suédois s'unissent dans un seul grand syndicat

Vasteras (Suède) - Un nouveau et puissant syndicat des techniciens et cadres baptisé Unionen a vu le jour fin 2007 dans la ville de Vasteras. Simultanément, un congrès extraordinaire de 3 jours de notre affilié SIF, le Syndicat suédois des employés et travailleurs du textile, et de HTF, le Syndicat des employés salariés, a ratifié la fusion qui a pris effet au 1er janvier 2008.

Unionen rassemble maintenant 530.000 employés suédois de quelque 66.000 lieux de travail du secteur privé du pays. Mari-Ann Krantz, du SIF, est sa nouvelle Présidente et Bengt Olsson, l'ancien Président du HTF, son Vice-président. Stefan Carlsson, Cecilia Fahlberg et Peter Hellberg sont ses trois Vice-présidents adjoints.

Le congrès de fusion a adopté les statuts du nouveau syndicat et approuvé un plan d'action fondé sur la démocratie, le respect et la solidarité. Ce plan prône des pratiques respectueuses de l'environnement et du climat, l'égalité sur les marchés du travail, il exhorte Unionen à revendiquer une éducation syndicale dans les écoles et à faire en sorte de protéger les droits des chômeurs. Unionen tiendra son premier congrès ordinaire en octobre 2008; par la suite, les congrès se tiendront régulièrement tous les 3 ans.

UNIONEN

Le PPFT obtient la réintégration d'un dirigeant syndical et d'autres garanties en Thaïlande

Rayong (Thaïlande) - Lorsque les syndicats mondiaux se mobilisent contre des pratiques de travail iniques, les résultats ne se font pas attendre. Ce fut le cas après que le Rank Group d'Auckland eut racheté à un groupe suisse une usine de papier d'emballage dans cette ville.

Thaneth Jhanluechai, un responsable local du Syndicat du papier et de l'imprimerie de Thaïlande (PPFT), a été licencié en mai 2007, alors que SIG Combibloc était sur le point de vendre à Rank. Son crime : avoir protesté contre des modifications du règlement de travail entraînant une accélération des cadences, et avoir incité 420 ouvriers du papier à respecter le jour férié de Songkran en ne travaillant pas ce jour-là.

Après le rachat par Rank à la mi 2007, l'ICEM, UNI Secteur graphique et, surtout, deux affiliés de l'ICEM de Nouvelle-Zélande représentant les travailleurs du Rank Group ont entamé une campagne auprès du nouveau propriétaire pour réclamer justice. L'Engineering, Printing, and Manufacturing Union (EPMU) et le National Distribution Union (NDU) ont ainsi pu attirer l'attention de la haute direction du fonds d'investissement privé.

Fin 2007, des membres de la direction se sont rendus à Rayong où ils ont pu constater par eux-mêmes les violations des droits des travailleurs commises par un directeur général qui avait mis un zèle excessif à préparer l'usine en vue de sa vente. Le directeur a été licencié et Thaneth, un travailleur respecté avec dix ans d'ancienneté et qui siégeait au comité d'entreprise, a été réintégré avec la promesse de Rank de respecter l'esprit et la lettre de la convention signée en 2005.

La convention, que ne respectait pas le directeur licencié, prévoyait de consulter la section locale du syndicat sur toutes les questions de sous-traitance ou d'embauche de personnel temporaire. Rank s'est aussi fermement engagé à rectifier les anomalies du règlement de travail, à rétablir certains niveaux de rémunération et à prendre des mesures immédiates pour rendre le moral aux travailleurs.



Thaneth Jhanluechai, au centre, avec d'autres dirigeants de la section de SIG Combibloc du PPFT

La Cour suprême du Libéria rend justice aux travailleurs des plantations de Firestone

Harbel (Libéria) - Même après une élection sociale sous étroite surveillance dans laquelle, en juillet 2007, un syndicat a été mis sur la touche au profit d'un autre, les travailleurs de Firestone n'ont pu obtenir justice. Le syndicat perdant, qui ne faisait pratiquement rien pour les travailleurs depuis des décennies, a multiplié les obstacles juridiques pour empêcher les travailleurs des plantations de s'affilier à un syndicat démocratique et représentatif.

Les choses ont changé fin décembre 2007, lorsque la Cour suprême du Libéria - mise sous la loupe par les syndicats mondiaux - a cassé la décision d'une juridiction inférieure et reconnu notre affilié Firestone Agriculture Workers' Union of Liberia (FAWUL). La direction des plantations Firestone va dorénavant devoir traiter avec le FAWUL, ce qu'elle voulait éviter, tout en maintenant des rapports avec le syndicat éconduit.

Le scrutin pacifique et transparent du mois de juillet avait été contrôlé par des organismes internationaux. Le ministère du Travail libérien avait autorisé cette élection et constitué un comité électoral spécial pour garantir un scrutin libre et équitable. Faire obstacle à ce droit collectif constitue une injustice dans une société civile. L'ICEM appelle maintenant Firestone et sa société mère, Bridgestone, à entamer honnêtement des négociations avec le représentant légitime des travailleurs, le FAWUL.

L'ICEM rend hommage au syndicat américain United Steelworkers of America (USW) pour son long et infatigable soutien, maintenant couronné de succès, au syndicat pour que soit enfin rétablie la justice dans les plantations de caoutchouc de Firestone au Libéria.



Bienvenue à la FMTI

L'ICEM a accueilli comme il se doit l'ex-Fédération mondiale des travailleurs de l'industrie (FMTI) en son sein lors de son 4e Congrès, à Bangkok. Quelque 66 syndicats de la FMTI de 47 pays sont maintenant affiliés à l'ICEM.

Le Secrétaire général de l'ancienne fédération chrétienne, Italo Rodomonti, a qualifié cette intégration d'"accord historique entre deux organisations qui rapproche les histoires et cultures de syndicats différents dans une Internationale efficace et renforcée." Il a ajouté que la solidarité a maintenant des bases fortes pour affronter les problèmes que soulèvent l'économie, la pauvreté, la pollution, les droits des travailleurs et les libertés syndicales.

"Nous avons montré notre volonté de coopérer et de travailler à des activités communes avec l'ICEM", a encore dit Italo Rodomonti. "Notre objectif commun, qui est de renforcer un réseau mondial d'organisations syndicales dans le sillage de la mondialisation, signifie que nous sommes mieux organisés pour représenter et protéger tous nos adhérents".

Après avoir salué les syndicats de l'ancienne FMTI pour leur décision de renforcer la solidarité, le Secrétaire général de l'ICEM, Manfred Warda, a déclaré : "Nous souhaitons la bienvenue à nos camarades de la FMTI. Nous saluons leur énergie et leur volonté de renforcer le syndicalisme mondial. La célébration de cette intégration doit maintenant se poursuivre dans l'action."

La FMTI était affiliée à la Confédération mondiale du travail (CMT) qui a fusionné pour donner la nouvelle CSI qui a vu le jour fin 2006. La FMTI s'était dissoute à son Congrès de Dakar (Sénégal), en juin 2007, en prévision de son intégration avec l'ICEM.

Les dirigeants de la FMTI ne sont pas restés inactifs lors des réunions statutaires de l'ICEM tout au long de



Italo Rodomonti, au centre, et le Président de l'ICEM, Senzeni Zokwana, à droite, finalisent l'intégration de la FMTI

2007. Italo Rodomonti, du syndicat belge ACV-CSC, devient un des Vice-présidents de l'ICEM, de même qu'Achille Dutu, du FSI (Roumanie). L'ex-FMTI sera représentée au Comité exécutif de l'ICEM par Wilson Viera, de SINTEC-SP (Brésil), et Alphonse Tshimbu, de la CTPECMM (République démocratique du Congo).

Membres du Présidium de l'ICEM : 2008-2011

Senzeni Zokwana, Président

Europe occidentale :

Ben Roodhuizen, FNV Bondgenoten/Pays-Bas
Paul Lootens, CG/Belgique
(siège attribué par roulement)
Augusto Pascussi, UILCEM/Italie
Hubertus Schmoltdt, IGBCE/Allemagne
Phil McNulty, Unite/Royaume-Uni
Italo Rodomonti, ACV-CSC-Energie Chimie/Belgique
(ex-FMTI)

Pays nordiques :

Anders Ferbe, IF Metall/Suède
Liv Undheim, Industri Energi/Norvège

Europe centrale :

Juraj Blahak, OZ Chemia/Slovaquie
Achille Dutu, FSI/Roumanie (ex-FMTI)

Europe orientale :

Ivan Mokhnachuk, ROSUGLEPROF/Russie

Manfred Warda, Secrétaire Général

Amérique du Nord :

Ken Neumann, United Steelworkers/Canada
Dave Coles, Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier/Canada

Asie-Pacifique :

Kiyoshi Ochiai, UI Zensen/Japon
Chueh-an Chuang, Taiwan Petroleum Workers' Union

Moyen-Orient/Afrique du Nord :

Mohamed El Sayed Morsi Al, Syndicat public des entreprises de service public/Egypte

Afrique subsaharienne :

Rayford Mbulu, Syndicat des mineurs de Zambie

Amérique latine/Caraiïbes :

Sergio Novais, CNQ-CUT/Brésil

Vice-présidentes féminines :

Evgenia Esenina, ROGWU/Russie
Angeline Chitambo, Syndicat des travailleurs de l'électricité et de l'énergie, Zimbabwe

Représentation au Comité exécutif de l'ICEM

Titulaires Europe occidentale :

Michael Vassiliadis, IGBCE/Allemagne
à définir, Royaume-Uni
(siège attribué par roulement)
Isidor Boix, FITEQA-CC.OO/Espagne
Montserrat de la Torre, FIA-UGT/Espagne
(siège attribué par roulement)
Marc Blanc, FCE-CFDT/France
Mustafa Kumlu, TES-Is/Turquie
Edeltraud Glanzer, IGBCE/Allemagne (Titulaire féminine)

Suppléants Europe occidentale :

Peter Schissler, GdC/Autriche
Roland Conus, UNIA/Suisse
Isidor Boix, FITEQA-CC.OO/Espagne
Montserrat de la Torre, FIA-UGT/Espagne
(siège attribué par roulement)
Jean-Pierre Damm, FO/France
Sergio Gigli, FEMCA-CISL/Italie
Huseyin Kayabasi, Maden-Is/Turquie
Ramona Para, FITEQU-CC.OO/Espagne (Suppléante féminine)
Justin Daerden, ACV-CSC/Belgique (ex-FMTI)
Alphonse De Potter, ACV-CSC-Energie Chimie/Belgique (ex-FMTI)

Titulaires Pays nordiques :

Per Sørensen, CO-Industri/Danemark
Markku Palokangas, Toimihenkilunioni TU/Finlande
Rita Pfeifere, Syndicat des travailleurs de l'industrie de Lettonie
Lars Carlsson, Unionen/Suède
Tove Moller Pedersen, CO-Industri/Danemark (Titulaire féminine)

Suppléants Pays nordiques :

Mads Andersen, Co-Industri/Danemark
Valentina Ozola, Syndicat des travailleurs de l'industrie de Lettonie
Jan-Henrik Sandberg, Svenska Pappers/Suède
David Seligson, Kemanliitto/Finlande
Tina Christensen, CO-Industri/Danemark (Suppléante féminine)

Titulaires Europe centrale :

Gyorgy Paszternk, VDSZ/ Hongrie
Milorad Panovic, GS HNER Nezavisnost/Serbie
Kazimierz Grajcarek, Secrétariat des mineurs et travailleurs de l'énergie de Solidarnosc/Pologne
Elena Petrovici, PETROM/Roumanie (Titulaire féminine)

Suppléants Europe centrale :

Tomas Kumer, KNG/Slovénie
Ivan Tomac, EKN/Croatie
Un suppléant à déterminer
Kata Iveljic, Syndicat de la chimie et des non-métaux FBiH/Bosnie-Herzégovine (Suppléante féminine)

Titulaires Europe orientale :

Lev Mironov, ROGWU/Russie
Valeriy Matoc, ATOM/Ukraine
Mavjuda Khalilova, Syndicat des travailleurs du pétrole, de l'énergie, de la chimie, de la géologie/Ouzbékistan (Suppléante féminine)

Suppléants Europe orientale :

Valery Vakhushkin, Electroprovsoyuz/Russie
Alexander Sitnov, RCWU/Russie
(siège attribué par roulement)
Jahangir Aliyev, Syndicat des travailleurs du pétrole et du gaz/Azerbaïdjan

Nicolas Stratila, FSCRE/Moldova
(siège attribué par roulement)
Lyudmila Grushetskaya, Belhimprofsouz/Belarus (Suppléante féminine)

Titulaires Asie-Pacifique :

Hiroyuki Nagumo, Denryokusoren/Japon
Masaharu Koyanagi, JEC Rengo/Japon
B.K. Das, India National Mineworkers' Federation/Inde
Un titulaire de Malaisie
Un titulaire d'Australie
Araya Kaewpradap, Syndicat de l'organisation pharmaceutique du gouvernement/Thaïlande (Titulaire féminine)

Suppléants Asie-Pacifique :

Ju-young Kim, Syndicat national des travailleurs de l'électricité de Corée
Roberto Padilla, National Mines and Allied Workers' Union/Philippines
G. Rajendran, Chemical Industries Employees' Union/Singapour
Graeme Clark, Manufacturing and Construction Workers' Union/Nouvelle-Zélande
Un suppléant du Sri Lanka/Népal
(siège attribué par roulement)
Fusako Urano, Denryokusoren/Japon (Suppléante féminine)

Titulaires Amérique du Nord :

Dan Kane, United Mine Workers of America/États-Unis
Newton Jones, Boilermakers/États-Unis
Gary Beevers, United Steelworkers/États-Unis
Jon Geenen, United Steelworkers/États-Unis
Carol Fraser, Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier/Canada
(Titulaire féminine)

Suppléants Amérique du Nord :

(Quatre sièges de suppléant à déterminer)
Leeann Anderson, United Steelworkers/États-Unis

Titulaires Afrique du Nord/Moyen-Orient :

Mansour Abdeslam, UMT/Maroc
Hashimia Muhsin, GUEWT/Irak (Titulaire féminine)

Suppléants Afrique du Nord/Moyen-Orient :

(Un suppléant de Jordanie)
(Un suppléant de Palestine)
(siège attribué par roulement)

suite page 8



Le personnel de l'ICEM en heures supplémentaires pour assurer le succès du Congrès. Opal Brown et Dalila El Barhmi à Bangkok

L'ICEM entend l'appel de la Birmanie

Les délégués qui assistaient au 4e Congrès de l'ICEM ont pu voir une vidéo révélatrice des atrocités commises en 2007 contre les moines et la population par l'impitoyable régime militaire birman dans une répression pendant laquelle des centaines de personnes ont été assassinées par les autorités.

Cet exposé était présenté par le dirigeant de la Fédération des syndicats de Birmanie (FTUB) en exil, qui a aussi rappelé que les sanctions et les embargos commerciaux ont une réelle efficacité contre le régime des généraux.

Le Secrétaire général de la FTUB, Maung Maung, a assuré que le peuple birman mènera à bien sa lutte pour la libération et la démocratie et il a exhorté les syndicats mondiaux à adhérer à sa cause. "Les sanctions économiques et la pression internationale portent des coups au régime", a dit Maung, "le régime se fissure."

Il en veut pour preuve que les généraux commencent à accepter - même s'ils y mettent des conditions - de rencontrer le prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, assignée à résidence en Birmanie depuis plus de dix ans.

Le Secrétaire général de l'ICEM, Manfred Warda, a accordé une place importante aux troubles qui frappent la Birmanie dans son

allocution liminaire au Congrès, et a promis un soutien inébranlable de l'ICEM à la campagne que mène la CSI contre ce régime répressif. Il a aussi rendu hommage aux collègues japonais qui ont attiré l'attention du Congrès sur ce pays.

Évoquant une motion déposée par le Japon, Toshikazu Honda, a dit que son syndicat, UI Zensen, organiserait un rassemblement et une manifestation à Tokyo en faveur du peuple birman. Il a ajouté qu'il était temps que les multinationales ayant des activités en Birmanie désinvestissent de ce pays.

Gary Beevers, un Vice-président de l'United Steelworkers, a déclaré que son syndicat menait des actions contre les activités gazières du groupe américain Chevron en Birmanie. Et Marc Blanc, du syndicat français FCE-CFDT, a annoncé que son syndicat et d'autres syndicats français accueilleraient Maung Maung en décembre, à une réunion du Comité exécutif du comité d'entreprise européen de Total.

La motion du Congrès sur la Birmanie évoque la Conférence des syndicats mondiaux qui s'est tenue en avril 2007 à Katmandou, au Népal, pendant laquelle les délégués ont lancé un appel à la démocratie et à la paix en Birmanie, ainsi qu'à l'arrêt immédiat du travail forcé et des poursuites injustifiées contre les opposants au régime.



Maung Maung : "Les échanges commerciaux avec la Birmanie permettent au régime militaire d'acheter des armes".

Représentation au Comité exécutif de l'ICEM suite de la page 7

Titulaires Afrique subsaharienne :

Frans Baleni, NUM/Afrique du Sud
Welile Noling, CEPPWAWU/Afrique du Sud
Prince William Ankrah, Syndicat des mineurs du Ghana
François Yao, SYNASEG/Côte-d'Ivoire
Ngeleka Mulumba, FNTMM/République démocratique du Congo (siège attribué par roulement)
Baru Gaaithoboge, BDSVU/Botswana (Titulaire féminine)
Alphonse Tshimbu, CTPECMM/République démocratique du Congo (ex-FMTI)

Suppléants Afrique subsaharienne :

Un siège à déterminer/Syndicat des mineurs de Namibie
Angeline Chitambo, Syndicat des travailleurs de l'énergie du Zimbabwe
Yamodou Tour, ONSLG/Guinée
Mohamad Reez Chuttoo, CMCTEU/Maurice
Oluchi U. Okorie, NUPENG/Nigeria (Suppléante féminine)

Titulaires Amérique latine/Caraïbes :

Un siège à déterminer, FASPyGP/Argentine
Jaime Deluquez, Sintracarbon/Colombie

à déterminer, Oilfields Workers' Trade Union/Trinité-et-Tobago (siège attribué par roulement)
Elena Gutierrez, SITRAPEQUIA/Costa Rica (Titulaire féminine)
Wilson Viera, SINTEC-SP/Brésil (ex-FMTI)

Suppléants Amérique latine/Caraïbes :

Marcus da Silva Bernucio, SNQ/Brésil
Maria Auxiliadora dos Santos, FEQUIMFAR/Brésil
Clay del Pilar Velasco, Sintraelec/Colombie (siège de suppléante féminine attribué par roulement)

Présidents des Divisions d'industrie/Membres du Comité exécutif :

Tomas Nieber, IGBCE/Allemagne, Chimie et sciences du vivant
Senzeni Zokwana, NUM/Afrique du Sud, et V.R. Jaganathan
INDOWF/Inde, DGOJP
Lars Myhre, Industri Energi/Norvège, Energie
Newton Jones, Boilermakers/États-Unis, Président, Matériaux
Michel Decayeux, Fédéchimie CGT-FO/France, Vice-président
Jouko Ahonen, Paperiliitto/Finlande, Pâte et papier
Leo Gerard, United Steelworkers/États-Unis-Canada, Caoutchouc

Des dirigeants syndicaux irakiens parlent de liberté, de reconnaissance

Le Congrès de l'ICEM a eu le privilège de compter parmi ses participants des visiteurs et des affiliés des nouveaux syndicats d'Irak qui ont expliqué en détail les dommages que causerait à la population, si elle était votée, la Loi sur les hydrocarbures inspirée par les États-Unis.

Ils ont aussi exhorté les syndicats du monde entier à les aider à faire adopter la Loi sur le travail et la sécurité sociale, qui permettrait enfin aux syndicats libres et naissants d'Irak d'obtenir leur reconnaissance. Étrangement, les forces d'occupation américaines ont maintenu en application un décret de Saddam Hussein vieux de plusieurs dizaines d'années interdisant les syndicats dans le secteur public; or, les industries de l'énergie sont dans le secteur public.

La délégation irakienne se composait de Hassan Juma'a Awad Assadi, de la Fédération irakienne des syndicats du pétrole (IFOU), Sadeeq Ramadan Hassan, du Conseil des syndicats des travailleurs des industries diverses du Kurdistan (KGWSU), Mohamed M. Mahmoud, du Conseil des syndicats des travailleurs du Kurdistan irakien (IKWSU), Mohamed Zaki Khalid Ibrahim et Raad Mahmoud Khadhem, tous deux de la Fédération des conseils et syndicats des travailleurs d'Irak (FWCUI), et Jabbar Hachem Jassam et Hashmeya Muhsin Hussein, tous deux de la Fédération générale des travailleurs irakiens (GFIW).

Hassan Juma'a Awad a réclamé avec véhémence une motion du Congrès qui donnerait à l'ICEM "le devoir et l'obligation" d'être à

l'avant-garde de l'aide apportée aux syndicats émergents en Irak. Il a aussi prononcé un plaidoyer contre la Loi sur les hydrocarbures à laquelle l'ICEM est également opposée.

"Les Irakiens devraient pouvoir décider seuls ce qu'ils veulent faire de leurs richesses pétrolières", a déclaré Hassan Juma'a Awad de l'IFOU, qui regroupe une dizaine de syndicats du pétrole du sud de l'Irak et compte 30.000 adhérents. Il a exhorté l'actuel gouvernement irakien et l'OIT à adopter d'urgence une législation qui garantisse les droits du travail légitimes de tous les travailleurs irakiens.

"Les Irakiens ne se laisseront pas tromper par des promesses de démocratie alors que, dans les



Les membres de la délégation Irakienne au Congrès

faits, c'est à notre pétrole qu'on en a," a ajouté Hassan Juma'a Awad.

Jabbar Hachem Jassam, de la GFIW, qui a donné aux délégués un excellent aperçu de ce qu'était la situation du pétrole, en Irak, à l'époque de la nationalisation de 1976, a confié que le projet de Loi sur les hydrocarbures "ne servira jamais les intérêts du peuple irakien."

Sadeeq Ramadan, du KGWSU, a déclaré que le Kurdistan était inséparable de l'Irak et qu'il voulait vivre en paix avec tous ses voisins dans le pays.

Si elle était votée, la Loi sur le travail et la sécurité sociale garantirait les droits des syndicats, comme l'élection des délégués d'atelier et la liberté syndicale totale, et elle serait un rempart contre la discrimination, qui se traduit par des exécutions, des menaces de mort et des mesures d'intimidation résultant de l'activité syndicale.

L'Irak est actuellement régi par le Décret n°8750 qui interdit aux syndicats de s'exprimer, de détenir des fonds ou de percevoir des cotisations.

Commissaires aux comptes de l'ICEM

Werner Bischoff
IGBCE
Allemagne

Yoshio Sato
JAF
Japon

Svend Erik Jensen
3F
Danemark

Derrick Elbrecht
NUM
Afrique du Sud

Gerald Fernandez
USW
États-Unis

Motions adoptées au 4e Congrès mondial de l'ICEM

Déménagement: l'ICEM applique son obligation statutaire de déplacer son siège de Bruxelles à Genève, et des discussions devront avoir lieu avec les Fédérations syndicales internationales en vue d'une coopération significative et progressive pour l'avenir.

Accords-cadres mondiaux: la recherche d'accords mondiaux doit être poursuivie et intensifiée et une attention particulière sera portée au comportement des multinationales en matière de syndicalisation, de travail contractuel et intérimaire, de VIH/Sida et de formation.

Travail contractuel et intérimaire: l'ICEM poursuivra sa campagne pour dénoncer les conséquences préjudiciables du remplacement de travailleurs statutaires employés à plein temps par des contrats à durée déterminée.

VIH/Sida: en concertation avec ses affiliés, l'ICEM continuera à exhorter les firmes pharmaceutiques à se joindre à elle pour concevoir et mettre en œuvre des programmes de prévention et de traitement; l'ICEM développera ses relations avec les bailleurs de fonds, les firmes pharmaceutiques et les multinationales pour appuyer ses programmes; l'ICEM appliquera le modèle utilisé en Afrique subsaharienne dans d'autres régions en développement du monde.



Dialogue social/Campagnes d'entreprise: bien que le dialogue social avec les entreprises demeure sa priorité, lorsqu'il n'est pas possible, l'ICEM aidera les affiliés à sortir des conflits par un soutien prenant la forme de campagnes de sensibilisation et de publicité, ainsi que par la mobilisation d'autres affiliés mondiaux en leur

nom; l'ICEM arrêtera des procédures d'engagement en concertation avec les affiliés.

Coopération avec les FSI: les discussions sur une coopération future avec la FIOM et la FIT-THC doivent se poursuivre et l'IBB être invitée à se joindre aux discussions qui porteront sur la coordination des tâches administratives, sur un cadre d'actions et d'initiatives conjointes, y compris une action commune dans certains secteurs et/ou entreprises spécifiques, ainsi que sur les défis qui se posent d'une manière générale à nos syndicats.

Développement durable: l'ICEM doit encourager ses affiliés à promouvoir une attention accrue au comportement des multinationales s'agissant du réchauffement du climat et des politiques énergétiques durables, favorisant ainsi une meilleure responsabilité de l'entreprise; un groupe de travail sera créé afin d'arrêter une politique de l'ICEM sur le développement durable.

Relever les défis sociaux de la mondialisation: l'ICEM apportera son soutien à l'élaboration et la mise en œuvre de règles unifiées pour le commerce mondial qui respectent les conventions fondamentales de l'OIT et les droits fondamentaux de l'homme, au renforcement de l'OIT, à l'instauration de règles d'éthique pour les fonds d'investissement et les fonds spéculatifs qui les empêchent de démanteler les actifs; elle militera pour que le Conseil des Global Unions se donne pour tâche essentielle de fixer des paramètres à la mondialisation.

Renforcement de l'influence contre les fonds d'investissement privés et les fonds spéculatifs: l'ICEM prônera une politique de production de l'énergie électrique diversifiée reposant sur des centrales alimentées au charbon, au pétrole, au gaz naturel, etc., sur des centrales hydroélectriques, des centrales nucléaires et des énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne, la biomasse, l'énergie solaire, etc. afin d'améliorer l'accès à l'énergie électrique et de pérenniser les moyens d'existence des peuples du monde.

Les femmes à l'ICEM: l'ICEM doit adhérer à sa politique d'équilibre hommes-femmes dans tous ses organes, structures, groupes de travail; l'ICEM doit apporter son soutien aux activités régionales des femmes et encourager les régions à organiser le financement; le texte des statuts doit être débarrassé de tout préjugé sexiste et la dimension féminine doit être renforcée dans



Liv Undheim, de Industri Energi (Norvège), suit attentivement les amendements aux motions en sa qualité de Présidente de cette commission

l'action contre le travail contractuel et intérimaire, les Accords-cadres mondiaux et les projets de l'ICEM

Les femmes en Afrique: il faut promouvoir le travail décent pour les travailleuses ainsi qu'un salaire de subsistance, poursuivre l'éducation de masse sur le VIH/Sida afin de donner aux femmes les moyens d'agir sur la dynamique de la maladie, démystifier les défis physiologiques qui limitent la progression des femmes dans l'industrie minière, condamner la sujétion des femmes à la pauvreté et mener campagne sur le continent pour éliminer l'exploitation des femmes et des enfants, en insistant sur la condamnation du travail des enfants.

Zimbabwe: l'ICEM et ses affiliés doivent se servir d'enceintes comme l'OIT pour réclamer un réel engagement tripartite au Zimbabwe et faire pression pour que la SADC lance des initiatives dans ce pays; il faut aussi que le mouvement syndical et les bailleurs de fonds n'abandonnent pas le Zimbabwe dans ces moments difficiles.

Côte-d'Ivoire: le Congrès condamne l'attitude antisyndicale de la Compagnie ivoirienne de l'Electricité (CIE/Bouygues) envers notre affilié SYNASEG; il félicite le gouvernement qui cherche une solution au conflit et l'exhorte à persévérer et félicite le syndicat pour avoir déclenché ce combat pour la défense de son indépendance.

Droits syndicaux: le Congrès exprime sa solidarité avec les syndicalistes colombiens, dénonce l'impunité dont jouissent les meurtriers de syndicalistes en Colombie et accuse les autorités colombiennes de négliger leurs devoirs en ne prenant pas les mesures qui s'imposent; il se féli-

cite par ailleurs de la présence permanente de l'OIT en Colombie.

Solidarité sans frontières: l'ICEM donne la priorité absolue à la coopération directe entre organisations syndicales; elle mène des actions d'information, de sensibilisation, de formation et de mobilisation.

Colombie: la revendication porte sur les droits fondamentaux d'organisation et de réunion pour les travailleurs temporaires et intérimaires; elle réclame aussi la vérité, la justice et la réparation pour les crimes commis contre les syndicalistes et les syndicats.

Cuba: exige l'arrêt immédiat de l'embargo commercial décrété unilatéralement par les États-Unis contre Cuba.

Luttes ouvrières en Thaïlande: le texte cite plusieurs exemples de violations des droits des travailleurs et des syndicats en Thaïlande; il appelle à la levée de la loi martiale dans certaines parties du pays, évoque la réforme du droit du travail et promet un soutien total aux affiliés thaïs pour bâtir des syndicats forts et démocratiques.

Birmanie: l'ICEM réaffirme son soutien et celui des affiliés au syndicat FTUB en exil et exhorte les multinationales des secteurs de l'ICEM à ne pas commercer avec la Birmanie ni investir dans ce pays, notant que, tant que la démocratie ne sera pas rétablie, ces activités ne profiteront qu'au régime militaire et pas au peuple birman.

Palestine: intensifier l'action auprès de notre affilié PGFTU, promouvoir le dialogue entre syndicats palestiniens et israéliens et s'efforcer d'instaurer une paix sûre et durable.

Irak: une vibrante déclaration de solidarité avec le mouvement syndical naissant en Irak et la promesse d'une coopération plus intense avec les courageux travailleurs irakiens et leurs syndicats.

Santé et sécurité dans les mines: poursuivre la campagne pour la ratification de la Convention n°176 de l'OIT; entamer le dialogue avec les employeurs et le groupe des employeurs sur les questions de santé, de sécurité, d'environnement et d'aménagement communautaire, avec une reconnaissance commune des syndicats en tant que partenaires nécessaires pour la réduction des risques pour la santé et la sécurité.

Travail décent: l'ICEM apporte son soutien inconditionnel à la Journée mondiale pour le travail décent d'octobre 2008 et à son appel à l'action, parce que le travail décent est un facteur vital pour l'éradication de la pauvreté, l'amélioration des existences des femmes et des hommes, et pour permettre aux peuples de vivre dans la paix et la dignité.



Guy Ryder donne des assurances pour la coopération syndicale mondiale

Parmi les orateurs de la session inaugurale du Congrès, le 22 novembre, figurait Guy Ryder, le Secrétaire général de la CSI, qui compte 168 millions de membres. Son exposé a principalement porté sur l'évolution et le sentiment des syndicats mondiaux qu'il faut renforcer et consolider la coopération.

Il a parlé de la création, en janvier 2007, du Conseil des Global Unions, une structure destinée à l'action, chargée de coordonner les activités des 11 Fédérations syndicales internationales existant dans le monde, avec la CSI et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC).



Guy Ryder

Anita Normak s'adresse au Congrès

Un des orateurs invités au 4e Congrès mondial de l'ICEM était Anita Normak, la Secrétaire générale de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB).

Elle a lancé un appel en faveur de l'interdiction des substances dangereuses, telles que l'amiante, qui sont à l'origine de cancers professionnels, et dit que les syndicats mondiaux des industries des produits du bois et de la pâte et du papier doivent agir ensemble pour faire interdire le commerce des essences de bois abattues illégalement.



Anita Normak

"Nous sommes beaucoup plus unis aujourd'hui que nous ne l'avons jamais été", a déclaré Anita Normak, faisant allusion aux Fédérations syndicales internationales. "Et nous commençons à mieux comprendre la division du travail entre la sylviculture et la pâte et le papier, ce qui améliorera la coopération entre nous."

"Il ne s'agira pas d'une bureaucratie administrative amorphe", a promis Guy Ryder. "Nous avons maintenant l'occasion de travailler ensemble pour arrêter des priorités communes et élaborer et financer des programmes de travail qui bénéficieront de la conjugaison de nos talents, de nos expertises et de nos forces."

Il a aussi parlé de la répression qui s'est abattue sur la Birmanie dans les semaines précédant le Congrès et ajouté qu'il faut continuer à faire pression sur les multinationales pour qu'elles désinvestissent de ce pays. S'agissant de l'Irak, il a rendu hommage à l'ICEM pour son engagement à aider les syndicats, "parce que le pétrole et les travailleurs du pétrole joueront un rôle essentiel dans la reconstruction de l'Irak".

Il nous incombe à tous, a-t-il conclu, de tendre la main de la solidarité "aux travailleurs d'Irak qui ont été les victimes, successivement, d'une dictature cruelle puis de l'aventurisme militaire".

Direction du Comité des Femmes

Evgenia Esenina, du ROGWU (Russie), et Angeline Chitambo, du ZEEWU (Zimbabwe), prendront la direction du Comité des femmes de l'ICEM pour 4 ans



La Conférence des Femmes de Bangkok aborde un large éventail de questions sur la problématique hommes-femmes



La Conférence mondiale des femmes de l'ICEM, qui s'est tenue les 17 et 18 novembre à Bangkok (Thaïlande), a rassemblé quelque 150 femmes de tous les continents pour y entendre des exposés et affirmer leurs priorités lors de sessions de groupe de travail.

Des femmes de Birmanie, de Colombie, d'Irak, du Népal, de Palestine, d'Ouzbékistan et du Zimbabwe ont parlé de l'action qu'elles mènent dans ces pays en état de crise, en tendant toutes vers un même but : la lutte pour la paix. Une présence a surtout marqué, celle de Hashimia Muhsin Hussein, la Présidente du syndicat des travailleurs de l'électricité de la région de Bassora, en Irak. Elle a parlé des dangers auxquels les femmes sont confrontées dans la vie de tous les jours en Irak. Hashimia a été élue au Comité exécutif de l'ICEM ainsi qu'au Comité des femmes.

Un des grands sujets d'intérêt de la conférence était l'équilibre entre travail et vie privée. Le thème a été présenté au départ par les femmes japonaises au nom des affiliés de l'ICEM.

La protection de la maternité est une grande priorité pour laquelle l'ICEM a décidé de poursuivre son action. Margreet Pasma, de FNV Bondgenoten (Pays-Bas), a illustré l'exemple d'un travail faisant côtoyer des substances dangereuses, évoquant les risques qu'il représente pour la maternité et les mesures à prendre pour sécuriser le lieu de travail pour les femmes enceintes.

Le thème de l'approche intégrée de l'égalité, s'agissant de la santé des femmes, a été présenté par Edeltraud Glänzer, de l'IGBCE (Allemagne). Des camarades du Brésil ont abordé les thèmes de l'intimidation, de la violence, du VIH/Sida et de l'avortement. Une publication sur la protection de la maternité, recensant diverses études de cas dans tous les continents, est disponible en anglais, français, allemand, japonais, russe, espagnol et suédois sur le site Internet de l'ICEM.

Une session animée par Ramona Parra, de la FITE-QA-CCOO (Espagne), sur un projet d'organisation d'échanges entre les femmes d'Europe a abouti à la conclusion qu'un effort de coopération s'impose entre l'EMCEF et l'ICEM.

Un programme d'action future a été adopté. Il compte sept points :

1. Recherche et échange d'informations sur les pratiques optimales pour la protection de la maternité. L'information sur le congé parental revêt un intérêt particulier.
2. Fournir des informations et des orientations sur la manière de négocier le congé parental et l'équilibre entre travail et vie privée.
3. Une action de type général doit se poursuivre sur les thèmes de la protection de la maternité et de l'équilibre entre travail et vie privée.
4. Renforcer le travail de l'ICEM pour les travailleurs informels, les travailleurs migrants et les travailleurs contractuels et intérimaires, d'autant qu'il s'agit en majorité de femmes.
5. Bâtir des alliances avec des ONG et la société civile afin de changer les mentalités et de faire progresser l'égalité hommes-femmes.
6. Étendre les programmes de formation à l'aptitude à diriger et élargir le rôle directeur des femmes.
7. Poursuivre l'action pour la Birmanie, la Colombie, l'Irak, le Népal, la Palestine, le Zimbabwe et d'autres pays où des luttes sont engagées pour les droits de l'homme et les droits syndicaux.

La Conférence des femmes a confirmé Evgenia Esenina, du ROGWU (Russie), à la Présidence du Comité des femmes, et elle a élu Angeline Chitambo, du ZEEWU (Zimbabwe), à la Vice-présidence. Toutes deux sont Vice-présidentes de l'ICEM.

Les coordinateurs VIH/Sida de l'ICEM réalisent un travail indispensable

Par Hans Schwass

Charlotte Nguessan a rendez-vous avec le coordinateur national d'ONUSIDA pour la Côte-d'Ivoire; Thommy Kaereho fait le long voyage de retour d'Oranjemund à Windhoek, en Namibie; Afolabi Olawale discute avec les travailleurs d'une raffinerie et des camionneurs à Warri, au Nigeria; Paula Ndossomin met de l'ordre dans les rapports et la comptabilité des programmes de 12 pays d'Afrique subsaha-



rienne dans son bureau du National Union of Mineworkers, à Johannesburg.

Qu'ont ces syndicalistes en commun? Tous - et beaucoup d'autres comme eux travaillent avec l'ICEM et le coordinateur mondial VIH/Sida Hans Schwass sur une série d'activités.

Depuis 3 ans, l'ICEM est engagée dans la lutte contre le VIH/Sida sur le lieu de travail et dans la collectivité. Ce projet est soutenu financièrement par LO/TCO en Suède et FNV Mondiaal aux Pays-Bas.

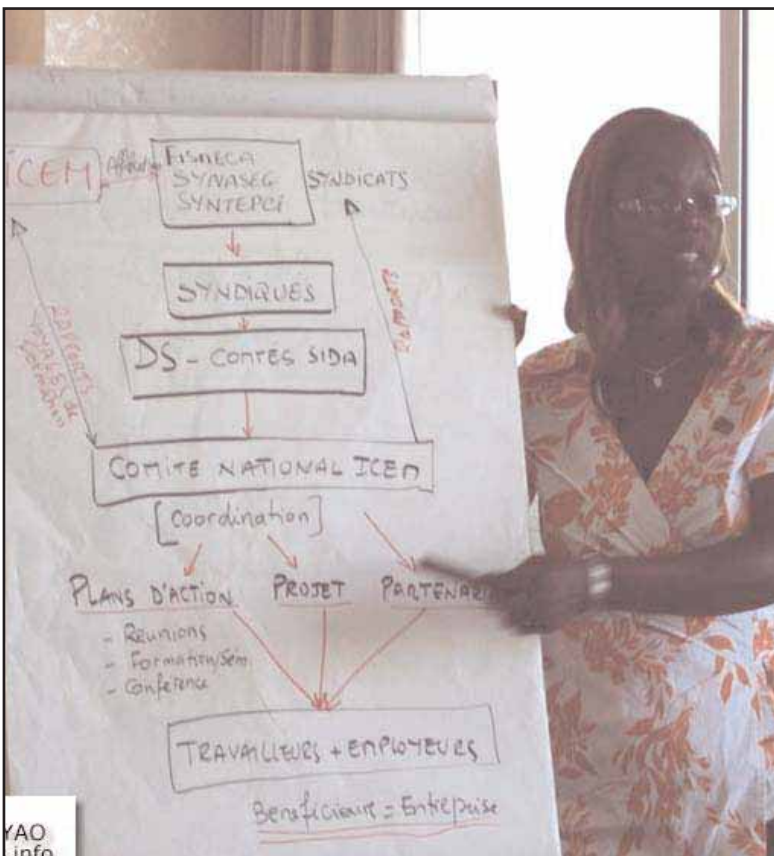
Il s'agit d'une formation à la sensibilisation et la prévention par l'éducation des pairs, de rehausser le profil du conseil et test volontaires (CTV), d'une action auprès des entreprises pour qu'elles étendent leurs services médicaux à toute la communauté et de la distribution de traitements antirétroviraux aux travailleurs et à leurs familles. Le projet comporte aussi une collecte de fonds aux échelons national et international.

Afolabi, qui coordonne le programme sur le VIH/Sida au Nigeria pour les affiliés du pétrole et du gaz de l'ICEM, NUPENG et PENGASSAN, prononce des exposés passionnés pour convaincre les travailleurs de se soumettre à un dépistage. En trois jours, 2.785 travailleurs ont accepté de le faire dans une clinique de CTV mobile. La mise de fonds initiale de ce projet a été apportée par l'ICEM.

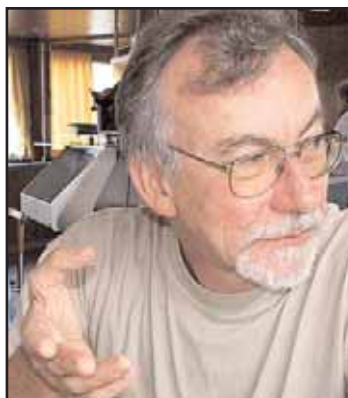
Mais Afolabi est déçu. Pour ceux dont le test s'avère positif, les hôpitaux d'orientation n'offrent pratiquement aucune possibilité. "On laisse les patients mourir de mort lente," déclare-t-il. "La seule échappatoire est le suicide ou une nouvelle propagation de la maladie."

Thommy a l'habitude des longs déplacements en voiture, la seule possibilité pour atteindre les zones minières retirées. Il travaille pour le Mine Workers' Union de Namibie. À Oranjemund, il travaille avec Namdeb, une coentreprise de la De Beers et du gouvernement namibien pour l'extraction de diamants dans le désert de Namibie.

Les conseillers en CTV du syndicat ont été formés grâce à une mise de fonds initiale de l'ICEM. Thommy est actuellement en pourparlers avec Namdeb ainsi qu'avec des églises de la région quant à la nécessité d'élargir le programme à l'ensemble de la communauté.



Charlotte Nguessan : formation sur place et rédaction de propositions



Hans Schwass



Paula Ndossomin

Charlotte coordonne les activités pour le VIH/Sida de trois affiliés de l'ICEM de Côte-d'Ivoire. Elle a constitué un réseau de contacts dans les entreprises et des organisations nationales et internationales. Elle a organisé de nombreuses réunions de sensibilisation au changement de comportement et à la prévention.

Avec l'aide d'un consultant, Charlotte a travaillé sur un projet de lutte contre le VIH/Sida sur le lieu de travail et a contribué à une proposition de la Phase 7 du Fonds mondial de lutte contre le Sida.

Paula est tenue par des échéances. Les rapports de programmes nationaux et les comptes des affiliés ne lui parviennent pas toujours à temps. Trop peu de syndicats ont des responsables chargés spécifiquement du VIH/Sida. Les ressources sont limitées et d'autres activités prennent le pas sur la lutte contre le VIH/Sida. Les syndicats ne sont pas des organisations à vocation unique.

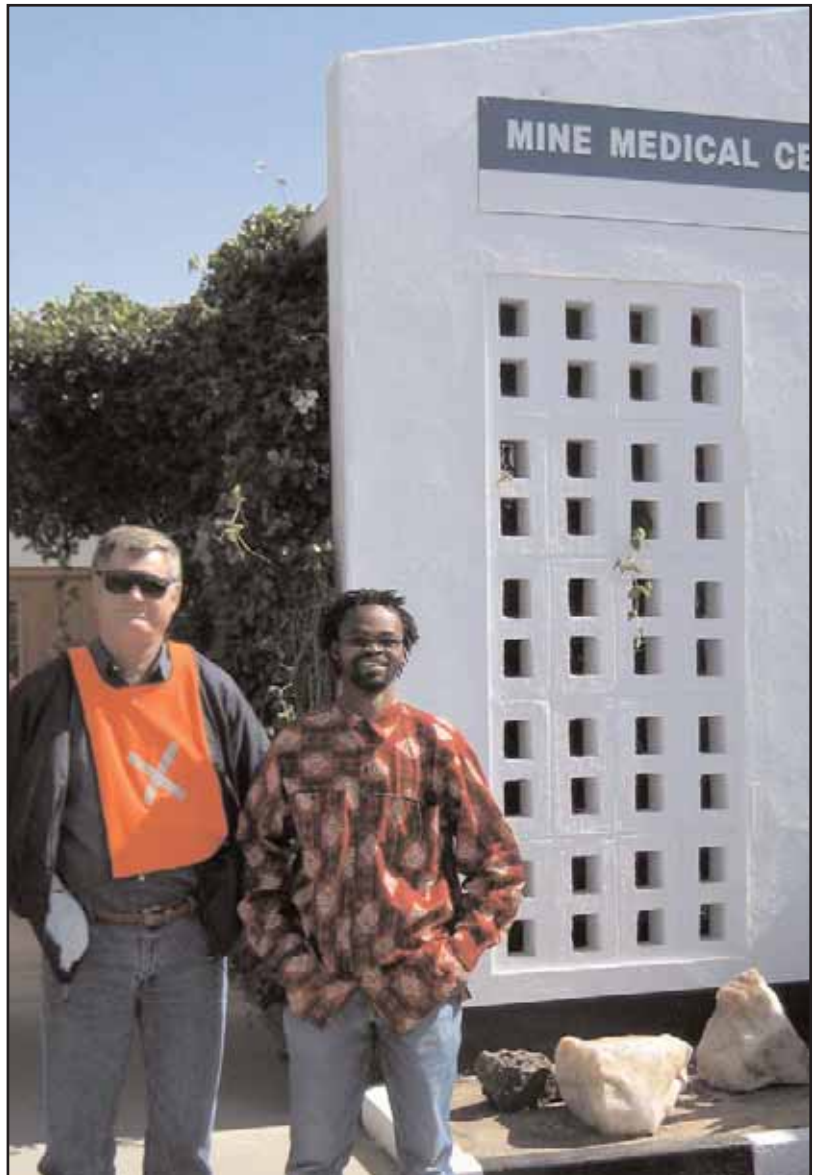
Mais, en dernière analyse, ces quatre syndicalistes dévoués tirent un bilan positif de 2007. Leurs contributions à la lutte contre cette maladie mortelle sont notoires, compte tenu de la modicité des moyens mis à leur disposition par le projet sur le sida de l'ICEM.

2008 sera une année cruciale parce que le projet LO/TCO-FNV arrivera à son terme et que les centaines de dirigeants syndicaux qui ont signé le document intitulé "Stoppez le Sida : Tenez votre promesse" au Congrès de Bangkok ont confirmé notre engagement de pérenniser la lutte contre le VIH/Sida aux échelons national et international en faisant appel à de nouveaux partenaires et à des moyens innovants.

(Hans Schwass est le Coordinateur mondial VIH/Sida de l'ICEM. Il peut être joint à l'adresse hiv.aids@icem.org)



Le NUPENG a mené une campagne active auprès des camionneurs. Ci-dessus, Afolabi Olawale à Port Harcourt, au Nigeria



En Namibie, Thommy Kaereho (à droite) en compagnie d'Alwyn Lubbe, un représentant de Rössing Uranium, société à participation majoritaire de Rio Tinto.

Victoir chez Novamed!



Des femmes imposent le premier syndicat d'une zone franche d'exportation en Turquie

Notre affilié turc Petrol-İs et un groupe de femmes syndicalistes déterminées ont remporté une victoire historique, en décembre 2007, en créant le premier syndicat de la grande zone franche d'exportation d'Antalya, en Turquie, ceci au terme d'une grève de 447 jours pendant laquelle l'ICEM a attiré les regards du monde entier sur une noble et juste cause.

Petrol-İs et 84 courageux grévistes ont obtenu une convention collective de 3 ans avec Novamed, une division de Fresenius Medical Care qui fabrique des instruments de dialyse sanguine et rénale à Antalya. Cette grève a demandé beaucoup de courage pour obtenir le respect de l'équité et de la dignité des 300 salariés de l'usine Novamed.

82 des 84 grévistes étaient des femmes.

Elles ont obtenu la reconnaissance de leur nouveau syndicat, Petrol-İs, et une première convention collective qui leur accorde des hausses salariales de 5% la première année, puis 4% les deux années suivantes. Elles ont également obtenu des prestations sociales, dont le paiement de deux jours fériés religieux en Turquie, ainsi que des primes de productivité et de production.

Leur grève a attiré l'attention du monde entier après la campagne lancée par l'ICEM le 8 mars 2007, à l'occasion de la Journée mondiale des femmes. Deux mois plus tard, le Comité exécutif de l'ICEM faisait de cette grève une priorité d'action et une délégation du Comité des femmes s'est rendue en Turquie pour rencontrer les grévistes.

Des affiliés de l'énergie de l'ICEM de Russie, d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, de Moldova et du Belarus leur ont aussi rendu visite à la mi 2007, ce qui a amené le Président de Petrol-İs, Mustafa Oztaskin, à déclarer que cette présence rappelle que "ce combat a le soutien de tout le mouvement syndical, dans le monde entier."

En Turquie, la société civile - des groupes de femmes, des ONG et d'innombrables syndicats - s'est dressée pour soutenir la grève. Une pétition adressée au parlement national a commencé à circuler au nom des grévistes de Novamed pour réclamer de meilleures conditions de travail pour toutes les femmes de Turquie.

Finalement, en septembre 2007, une réunion a été organisée entre des responsables de la société mère, de l'ICEM, de l'EMCEF et du syndicat allemand IGBCE. Elle a débouché sur un engagement des parties à négocier sérieusement à l'échelon local et, dans les deux mois, les conditions étaient réunies pour qu'Antalya ait sa première convention collective.

"L'ICEM est extrêmement fière d'avoir joué un rôle majeur dans l'obtention d'un accord négocié," a déclaré le Secrétaire général Manfred Warda. "Nous rendons hommage aux courageux travailleurs de Novamed, aux dirigeants syndicaux de Petrol-İs, à la direction de Fresenius et à celle de Novamed en Turquie pour avoir apporté une solution à ce conflit. Nous formons maintenant des vœux sincères pour une relation longue et profitable à tous entre le syndicat et la direction de Novamed."